

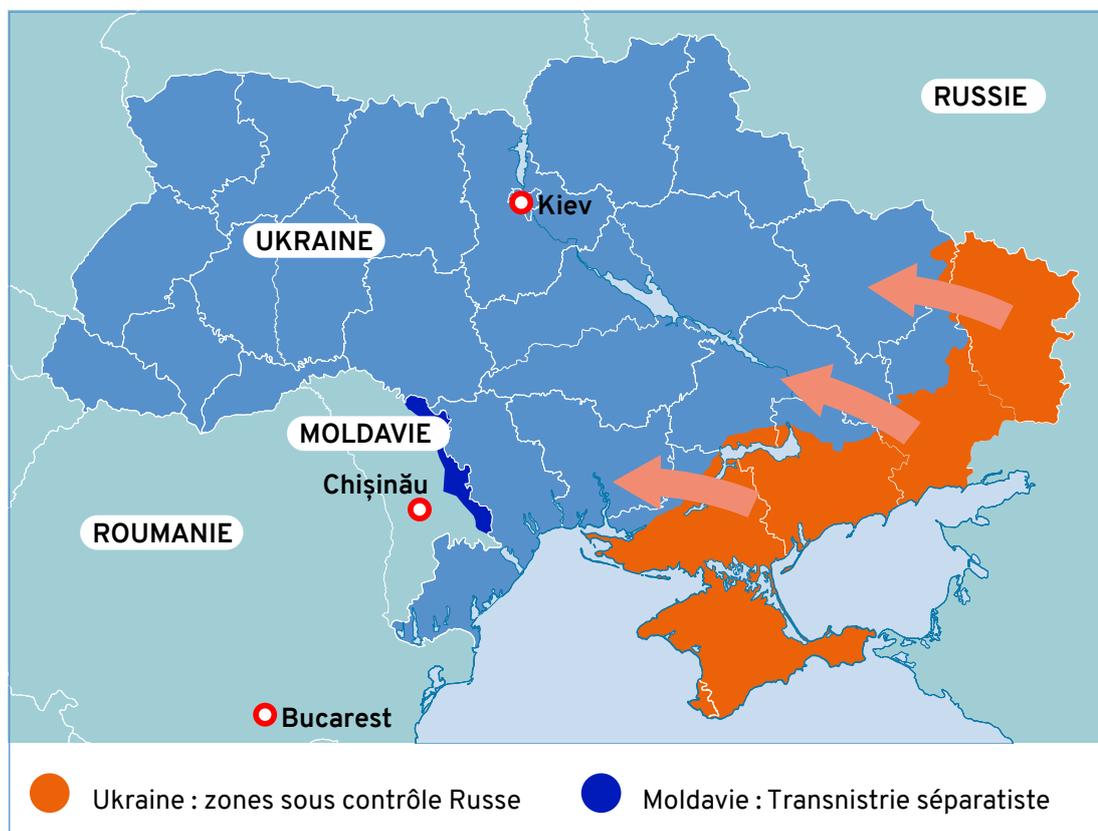
Roumanie et Moldavie : quelles perspectives politiques pour 2025 ?



ÉLARGISSEMENT
& GRANDE
EUROPE

© Planet Volumes
on Unsplash

DÉCRYPTAGE
MARS 2025



Florent Parmentier,
Chercheur associé

Au Sud-Ouest de l'Ukraine, les effets stratégiques, politiques et économiques de la guerre se font profondément ressentir pour les deux États roumanophones que sont la Roumanie et la Moldavie. Derrière cette proximité géographique, historique et culturelle, les deux pays voisins se distinguent néanmoins par des trajectoires politiques distinctes après la chute de l'URSS (1991) : la Roumanie, ancrée dans l'Union européenne et l'OTAN, a récemment franchi une étape supplémentaire avec son entrée dans l'espace Schengen au 1^{er} janvier 2025, consolidant ainsi son intégration euro-atlantique. Par contraste, la Moldavie, officiellement candidate à l'élargissement européen depuis juin 2022, reste constitutionnellement neutre sur le plan militaire et se trouve confrontée à des défis spécifiques liés à son positionnement géopolitique.

L'année 2025 s'annonce comme un tournant décisif pour ces deux États-nations. Sur le plan interne, des élections cruciales, présidentielles pour la Roumanie et législatives pour la Moldavie, pourraient redéfinir les équilibres politiques et les priorités nationales. À l'échelle régionale, l'évolution de la guerre en Ukraine ainsi que les effets de la présidence Trump continuent évidemment de remodeler la géopolitique européenne, exacerbant les enjeux politiques et sécuritaires de ces deux pays.

Quelles répercussions le péril d'un avenir incertain pour l'Ukraine aura-t-il sur la Roumanie et la Moldavie ?

I • Ce que la guerre en Ukraine a changé : une région sous haute tension

Depuis février 2022, la guerre en Ukraine a bouleversé les équilibres géopolitiques de la région du Danube inférieur, mettant en lumière à la fois des dynamiques nouvelles et des tensions anciennes.

Dès les premiers jours du conflit, l'accueil des réfugiés ukrainiens a illustré une solidarité sans précédent de ces pays : l'Union européenne, ses États membres, et la Moldavie ont coopéré pour offrir protection et droits aux personnes fuyant la guerre. Pour ce pays, d'après les données du Haut-Commissariat aux Réfugiés, près de 1,2 million de passages frontaliers ont été recensés depuis février 2022, tandis que 135.000 réfugiés Ukrainiens sont enregistrés localement, ce qui doit être mis en relation avec une population de taille modeste (environ deux millions et demi d'habitants).¹ Pour la Roumanie, toujours selon la même organisation, les chiffres s'élèvent à 5,8 millions de passages et 192.000 réfugiés enregistrés.² Incontestablement, à côté d'autres États de la région comme la Pologne, la République tchèque et même la Hongrie, cette gestion partagée des responsabilités a marqué une étape importante dans la réponse humanitaire et dans les relations politiques entre l'UE et ses voisins qui ont subi de plein fouet les conséquences de la guerre.

Pour la Moldavie présidée par Maia Sandu, la guerre a indéniablement accéléré son réalignement stratégique vers l'Union européenne. Jusque-là, une opinion publique divisée en matière d'orientation géopolitique ainsi que des vulnérabilités stratégiques avaient contraint les dirigeants moldaves à une certaine retenue dans leurs actions. De ce point de vue, la reconnaissance de son statut de pays candidat en juin 2022 a symbolisé un tournant majeur et un engagement européen sans précédent en faveur de Chişinău, confirmant l'aspiration du pays à s'éloigner de l'influence russe. L'accueil du deuxième sommet de la Communauté politique européenne en juin 2023 a constitué un moment important dans l'histoire diplomatique du pays. Ce rapprochement a aussi renforcé la nécessité pour la Roumanie de jouer un rôle clé en soutenant l'intégration européenne de Chişinău, tout en prenant en compte sa propre stratégie régionale. Les actes montrant parallèlement le rapprochement entre la Roumanie et la Moldavie sur

1 <https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine/location/10784>

2 <https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine/location/10782>

la période sont nombreux, que ce soit sur le plan économique, politique ou linguistique³.

La Stratégie de sécurité nationale roumaine pour 2020-2024 allait dans le sens d'un renforcement de la position du pays au sein de l'UE et de l'OTAN, d'une présence accrue des troupes américaines en Roumanie et de la promotion des initiatives mises en œuvre au sein de l'UE dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune visant à accroître la sécurité, y compris dans la région de la mer Noire.⁴ La présence de 4500 soldats américains à la base aérienne de l'OTAN Mihail Kogalniceanu, qui fait l'objet de travaux de modernisation et d'agrandissement, montre l'importance accrue du pays pour le flanc Est de l'organisation, notamment depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Toutefois, à l'occasion de la guerre et en tant que bastion de l'OTAN dans la zone, la politique roumaine a pu être considérée comme relativement prudente si l'on considère le volume officiellement relativement limité de livraisons d'armes à destination de l'Ukraine, s'étant focalisée plus spécifiquement sur l'action humanitaire et logistique⁵.

Il faut également souligner que la guerre en Ukraine a entraîné des conséquences économiques importantes pour les deux pays, affectant le commerce, la sécurité énergétique, l'inflation ou encore les modèles d'investissement. A titre d'exemples, la Moldavie a subi en 2022 une contraction de 5,9%

de son PIB, une inflation de plus de 30%, tandis que les échanges et les transferts de fonds avec et depuis la Russie ont baissé. En tant que plaque tournante du transit des marchandises ukrainiennes, la Roumanie a vu ses infrastructures logistiques soumises à une pression accrue, notamment ses ports (par exemple, Constanța), ses routes et ses voies ferrées.⁶ Pour la Moldavie, l'Ukraine était à la fois un fournisseur et une voie de transit pour ses exportations : la fermeture de ses ports a contraint Chișinău à rediriger ses échanges commerciaux vers la Roumanie, ce qui a augmenté les coûts et les difficultés logistiques, et donc l'inflation. Enfin, la guerre ayant aussi perturbé les exportations ukrainiennes de céréales, leur facilitation par la Roumanie s'est faite au prix de tensions avec les agriculteurs roumains, dénonçant une concurrence déloyale.

Si la solidarité à l'égard de l'Ukraine a été sans précédent partout en Europe, la guerre a également ravivé des différends historiques et culturels au sein de la mouvance nationaliste. En Roumanie, le souvenir des pertes territoriales depuis la Seconde Guerre mondiale et la dissolution de l'Union soviétique alimente parfois un sentiment ambivalent à l'égard de l'Ukraine. Certains, dans les cercles irrédentistes, voient ce pays comme un bénéficiaire injuste de territoires historiques roumains, tandis que d'autres critiquent son indifférence perçue envers la minorité roumaine vivant sur son sol.⁷ Cette

3 A titre d'exemple, la question du statut de la langue roumaine en Moldavie est complexe et chargée d'implications politiques et culturelles. Depuis l'indépendance de la Moldavie en 1991, ce statut a fait l'objet de débats et de changements législatifs : la « langue roumaine » de la déclaration d'indépendance est devenue « langue moldave » dans la Constitution de 1994. Cependant, en mars 2023, le Parlement moldave a adopté une loi affirmant que la langue officielle du pays est le roumain, remplaçant ainsi le terme « moldave » dans toutes les lois et la Constitution. Cette décision a été soutenue par le Parti Action et Solidarité au pouvoir et a été saluée par la Roumanie. Voir <https://www.iss.europa.eu/publications/briefs/how-big-storm-assessing-impact-russian-ukrainian-war-eastern-neighborhood>

4 https://www.presidency.ro/files/userfiles/Documente/Strategia_Nationala_de_Aparare_a_Tarii_2020_2024.pdf

5 <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2022-10-14/extremely-cautious-romania-approach-to-russian-invasion-ukraine>

6 Si les ports ukrainiens de la mer Noire voyaient transiter 90 % des exportations agricoles du pays, l'Ukraine a dû en raison de la guerre s'appuyer sur les ports du Danube mais aussi sur ceux de la Roumanie et de la Bulgarie. Pour atteindre ces ports, ces pays ont dû réparer ou reconstruire les infrastructures ferroviaires et assurer un transit plus rapide des camions ukrainiens. A titre d'exemple, la restauration d'une liaison ferroviaire en Roumanie a permis aux trains ukrainiens transitant par la Moldavie d'atteindre directement le port danubien de Galati pour la première fois depuis plus de deux décennies.

7 Les cercles irrédentistes roumains reprochent aux Ukrainiens l'intégration de plusieurs territoires historiquement liés à la Roumanie à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, à la suite du Pacte Molotov-Ribbentrop (1939) et des annexions soviétiques de 1940 et 1944. Parmi ces territoires figurent le nord de la Bucovine, la Bessarabie méridionale (actuel oblast d'Odessa) et l'île des Serpents, qui faisaient partie du Royaume de Roumanie avant leur incorporation dans l'URSS, puis leur rattachement à l'Ukraine indépendante en 1991.

minorité, estimée entre 150 000 et 500 000 personnes, est au cœur de débats sur la protection des droits linguistiques.⁸

Si la Moldavie n'a pas de différends territoriaux avec ses voisins, en revanche, les questions territoriales ajoutent une couche de complexité à ces relations roumano-ukrainiennes. L'un des exemples frappants est l'île aux Serpents, un petit territoire stratégique en mer Noire situé à une cinquantaine de kilomètres de la frontière roumaine, en face de la baie de Musura et de la ville roumaine de Sulina, à l'embouchure du Danube dans la mer. Ce territoire disputé entre Russes et Ukrainiens au début de la guerre, reste malgré tout un symbole des contentieux historiques entre Bucarest et Kiev. Malgré ces tensions, la stratégie de Bucarest vise à tirer parti de ses relations avec l'Ukraine pour renforcer ses intérêts en Moldavie, notamment en plaidant pour un traitement équilibré des deux pays dans le processus d'adhésion à l'UE. L'ouverture simultanée des négociations d'adhésion pour l'Ukraine et la Moldavie peut être perçue comme une claire victoire diplomatique pour la Roumanie, qui attache une importance particulière aux Balkans occidentaux ainsi qu'aux pays du Partenariat oriental. La Roumanie, grâce à d'importantes réserves de gaz naturel (elle sera le premier pays producteur de l'UE en 2027 avec l'entrée en production de Neptun Deep, et exportatrice nette de gaz) et à ses infrastructures énergétiques, a pu soutenir la politique de diversification énergétique de Chişinău. Ce changement majeur a été rendu possible par l'aide financière de l'UE, des routes d'approvisionnement alternatives comme l'interconnexion Roumanie - Moldavie, ainsi qu'un pivot stratégique vers les marchés énergétiques européens.

Ainsi, la guerre en Ukraine a ouvert des perspectives de redéfinition des relations régionales, sans pour autant effacer toutes les tensions sous-jacentes. La manière dont la Roumanie et la Moldavie feront face à ces défis en 2025 dépendra de leur capacité à équilibrer ambitions européennes,

relations bilatérales et réponses aux dynamiques internes. Soit elles renforcent le flanc Sud-Est pour la défense de l'Europe, soit elles deviennent des cibles de déstabilisation.

II • Les élections contestées de 2024 et la résilience aux ingérences étrangères

Dans ce contexte régional bouleversé, l'année 2024 a été marquée par des élections fortement disputées en Roumanie et en Moldavie, reflétant les tensions croissantes entre aspirations européennes, rejet du système politique et influences extérieures. Ces scrutins ont révélé les fragilités institutionnelles des deux pays et mis en lumière les efforts de déstabilisation orchestrés par la Russie.

En Moldavie, le référendum organisé le jour du premier tour de la présidentielle a divisé l'électorat, avec un score étonnant de 50,4%, clairement en-dessous des attentes de l'exécutif. Cette méfiance à l'égard du projet européen a été amplifiée par une guerre hybride agressive menée par Moscou : propagande en ligne, manipulation via les réseaux sociaux, et réseaux de votes payés sous l'influence de l'oligarque fugitif moldave Ilan Shor ont lourdement pesé sur la campagne. Le soir du premier tour, la présidente sortante pro-européenne Maia Sandu a dénoncé « une attaque sans précédent contre la liberté et la démocratie le jour des élections et ces derniers mois », parlant d'un achat de 300.000 voix⁹ par des groupes sous influence russe. Malgré cela, elle a remporté une victoire significative face à son adversaire soutenu par le parti des socialistes Alexandr Stoianoglo, avec 55,3 % des voix contre 44,7 % au second tour, grâce à un fort soutien de la diaspora.¹⁰

En Roumanie, les élections présidentielles ont connu une tournure encore plus dramatique. Le premier tour, tenu le 24 novembre, a vu l'arrivée en tête inattendue de Călin

8 Ainsi, la loi ukrainienne de 2017, qui limite l'enseignement des langues minoritaires au primaire et impose l'usage de l'ukrainien dans l'enseignement supérieur, demeure un point de friction majeur pour Bucarest comme d'ailleurs pour Budapest. Voir <https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/hungary-romania-unhappy-new-ukrainian-law-education.html>

9 https://www.ipn.md/ro/maia-sandu-moldova-s-a-confruntat-cu-un-atac-8013_1108280.html

10 <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/11/04/presidentielle-moldave-que-cache-la-reelection-de-maia-sandu/>

Georgescu (22,95%), un populiste aux positions anti-*establishment* (critiquant le « globalisme »), anti-ukrainiennes (il prône l'arrêt de toute aide militaire) et pour le moins sceptique envers l'OTAN (doutant de sa protection en cas d'attaque de la Roumanie). Au vu de sa faible notoriété avant le scrutin, des doutes ont émergé quant à la manière dont il s'est forgé une réputation sur le réseau TikTok. Si Georgescu avait accédé à la présidence et suivi son programme, son rôle stratégique dans la politique étrangère et de défense aurait très probablement participé à la remise en question du soutien roumain à l'Ukraine, ainsi que de l'OTAN, marquant un tournant géopolitique potentiellement majeur pour la région.¹¹

Cependant, créant la surprise, la Cour constitutionnelle roumaine a annulé le 6 décembre l'ensemble du processus électoral (décision n° 32 du 6 décembre 2024), au titre de l'article 146 f) de la Constitution, invoquant des manipulations massives de l'opinion publique attribuées à un « État étranger », en référence à la Russie. Cette annulation, sans précédent dans l'histoire récente du pays, a conduit à l'organisation d'un nouveau scrutin, mais elle a également alimenté une polarisation politique et sociale accrue. Après cet acte fort, la Commission de Venise, un organe consultatif du Conseil de l'Europe sur les questions constitutionnelles, a souligné dans un avis que le pouvoir des cours constitutionnelles d'annuler les élections ne devrait être exercé que dans des circonstances exceptionnelles et doit être clairement réglementé pour maintenir la confiance du public dans le processus électoral.¹² En d'autres termes, se positionnant sur le terrain des principes (et non spécifiquement sur le cas roumain), les annulations devraient être fondées sur des preuves claires, transparentes et accessibles au public, et que les parties concernées

doivent avoir la possibilité de présenter leurs points de vue. On peut interpréter cette prise de position comme une critique implicite de la décision de la Cour constitutionnelle roumaine, en raison de son caractère excessif qui fragilise la confiance des citoyens envers leur régime politique.

Dans cette situation, Călin Georgescu a contesté cette décision en saisissant la Cour européenne des droits de l'homme, affirmant que son droit à des élections libres avait été violé, demande qui a depuis été déboutée.¹³ Il avait réclamé à cette occasion un second tour de scrutin contre son adversaire, Elena Lasconi, qui avait terminé deuxième au premier tour. Cette dernière, cheffe de file de l'Union pour sauver la Roumanie (USR), un parti libéral de centre-droit, a elle-même vivement critiqué la décision¹⁴ de la Cour roumaine. Qui plus est, le moment choisi pour rendre la décision de la Cour, alors que la diaspora roumaine avait déjà commencé à voter, n'a fait qu'amplifier le mécontentement populaire et la dénonciation des élites. Curieusement, les élections législatives roumaines, tenues le 1^{er} décembre, n'ont, elles, pas fait l'objet de contestations de la part de la Cour constitutionnelle, ni des services de renseignement ; elles semblent bien refléter un électorat fragmenté, mais pas nécessairement manipulé, les législatives se prêtant moins à ce type de manœuvres électorales qu'une présidentielle. Dans cette situation de confusion et de trouble, le président Klaus Iohannis a annoncé sa démission le 10 février 2025, l'expliquant par son désir « d'épargner à la Roumanie et aux citoyens roumains une crise », et ce alors même qu'une procédure de destitution était sur le point d'être votée au Parlement. Dès lors, c'est au président du Sénat, Ilie Bolojan, d'assurer l'intérim jusqu'à la tenue des nouvelles élections en mai, dans un contexte politique fortement polarisé.

11 Le président de la République roumaine joue un rôle clé dans le système politique du pays, notamment en matière de politique étrangère et de défense. Il représente la Roumanie dans les relations internationales. Il négocie et ratifie les traités internationaux, nomme les ambassadeurs et les accrédite auprès des pays étrangers. Il participe aux réunions du gouvernement concernant les questions d'intérêt national, notamment la politique extérieure. En tant que commandant suprême des forces armées et président du Conseil suprême de défense nationale, le président est responsable de la défense du pays. S'il ne peut pas gouverner par décret, il peut jouer un rôle de médiateur ou d'arbitre dans les conflits politiques internes.

12 [https://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-PI\(2025\)001-e](https://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-PI(2025)001-e)

13 <https://moldova.europalibera.org/a/cererea-lui-calin-georgescu-privind-reluarea-alegerilor-prezidentiale-respinsa-la-cedo-/33283628.html>

14 <https://www.caleaeuropeana.ro/elena-lasconi-critica-decizia-ccr-de-anulare-a-alegerilor-reafirmandu-si-anajamentul-de-a-ajunge-presedinte-voi-lupta-pentru-romani-si-democratia-noastra/>

Ces élections controversées illustrent les défis auxquels la Roumanie et la Moldavie sont confrontées pour renforcer leurs institutions démocratiques tout en faisant face à des ingérences extérieures, la réponse des deux États ayant été réactives plus que pro-actives. En 2025, s'ils veulent éviter un enlèvement, les deux pays devront redoubler d'efforts pour restaurer la confiance des citoyens dans leurs systèmes politiques et pour affronter les perturbations géopolitiques en cours.

III • 2025, entre nouvelles élections et possible paix de Trump en Ukraine

L'année 2025 s'annonce cruciale pour la Roumanie et la Moldavie, encore marquée par des échéances électorales déterminantes et des développements géopolitiques liés à la guerre en Ukraine.

En Roumanie, les partis de la coalition au pouvoir – les sociaux-démocrates (PSD), le Parti national libéral (PNL) et l'Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR) – ont fixé la présidentielle au 4 mai, avec un éventuel second tour deux semaines plus tard.¹⁵ L'enjeu pour le pouvoir en place est majeur : préserver la trajectoire pro-européenne du pays face à des discours remettant en cause cet ancrage, venant tant de Russie que désormais des États-Unis. Incontestablement, la polarisation politique est sortie renforcée par le rejet du dossier de candidature de Călin Georgescu par la Commission électorale le 9 mars 2025¹⁶, au nom de l'article 16 de la Constitution roumaine et de la loi électorale, qui exigent des candidats un processus « loyal et transparent ». Une autre candidate nationaliste, Diana Iovănescu, a également vu sa candidature être rejetée. Dans ce contexte, les candidats se retrouvent derrière deux grandes orientations. D'un côté, une orientation pro-européenne, qui compte des candidats comme le modéré Crin Antonescu, le maire

de Bucarest Nicușor Dan ou la candidate de centre-droit Elena Lasconi, qui font figure de favoris. De l'autre, en l'absence de Călin Georgescu, c'est logiquement George Simion (du parti AUR) qui devient le chef de file des souverainistes, espérant capitaliser sur le mécontentement rural et les frustrations économiques. Enfin, la percée d'un candidat surprise, comme l'ancien Premier ministre Vitor Ponta (entre 2012 et 2015), n'est pas à exclure.

Sur la scène publique, au niveau européen, un débat a émergé sur la liberté d'expression autour d'Elon Musk et de sa plateforme X (ex-Twitter), et plus largement des réseaux sociaux comme TikTok. Ces plateformes sont devenues un terrain d'affrontement informationnel influençant l'opinion publique et, potentiellement, les résultats des élections. Nourrissant à son tour les débats, le vice-président américain J.D. Vance a ouvertement critiqué l'annulation des élections présidentielles roumaines et les limites à la liberté d'expression en Europe à l'occasion de la Conférence de la sécurité de Munich de février 2025, arguant qu'elle représentait une rupture avec les valeurs démocratiques.¹⁷

Dans ce contexte, Donald Trump a également exprimé ses réserves concernant l'aide internationale. Ainsi, lors de son discours au Congrès du 4 mars 2025, il a pris l'exemple de la Moldavie pour condamner la mauvaise utilisation des fonds de l'USAID (« 32 millions de dollars pour une opération de propagande de gauche en Moldavie »). De fait, la suspension de ce programme d'aide pourrait avoir des effets politiques cruciaux pour la Moldavie : la suppression de ces fonds pourrait non seulement fragiliser les initiatives locales visant à promouvoir la bonne gouvernance et les droits de l'homme, mais aussi affaiblir la position pro-européenne du gouvernement moldave. Or, si le parti au pouvoir, le PAS, a obtenu une confortable victoire lors des législatives de juillet 2021 (63 députés sur 101), et si la présidentielle et le référendum en ont validé les grandes orientations à l'au-

15 <https://hotnews.ro/wp-content/uploads/2025/01/Monitorul-Oficial-Partea-I-nr.-44.pdf>

16 Au-delà des soupçons d'ingérence russe, Călin Georgescu a été inculpé de six chefs d'accusation, dont incitation à saper l'ordre constitutionnel, diffusion de fausses informations, création d'une organisation antisémite, promotion d'idéologies fascistes et falsification des sources de financement de sa campagne.

17 <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/02/14/changement-de-regime-le-discours-integral-de-j-d-vance-a-munich/>

tomne 2024, les législatives de 2025 restent incertaines. Le PAS arrivera très probablement en tête, mais sa capacité à gouverner dans le cadre d'une coalition pose question si le parti n'obtient pas une majorité absolue. Si le soutien européen devrait rester fort à destination de Chişinău, celui des Etats-Unis est aujourd'hui remis en question, tandis que la Russie cherchera à affaiblir la position du gouvernement actuel. En face du PAS, les partis d'opposition sont en phase de recombinaison : le poids respectif et les dynamiques de campagne pour le traditionnel bloc des socialistes et des communistes, les groupes liés à Ilan Shor ou le bloc politique « Alternative »¹⁸ ne sont pas encore déterminés dans l'attente de la date exacte des législatives.

En Moldavie toujours, le territoire séparatiste de la Transnistrie pourrait de nouveau faire parler de lui, non pas en raison d'un risque militaire (du fait de l'absence, à ce stade, de continuité territoriale avec la Russie), mais plutôt à cause d'un effondrement socio-économique interne susceptible de déstabiliser le pays à quelques mois des élections législatives. La crise énergétique en Transnistrie de janvier 2025 illustre bien les vulnérabilités économiques et politiques spécifiques de la région.¹⁹ Depuis l'interruption des livraisons de gaz par Gazprom en janvier, cette petite région séparatiste est plongée dans une situation humanitaire critique, suscitant des craintes de déstabilisation pour l'ensemble de la Moldavie.

Par ailleurs, alors que 2025 s'annonce comme une année de transition ou de basculement sur le front ukrainien, la conclusion de la guerre influencera directement les perspectives de reconstruction du pays, dont les défis s'avèrent colossaux. Les deux voisins, la Roumanie et la Moldavie, devraient être des acteurs clés de la reconstruction de l'Ukraine, en particulier pour renforcer les infrastructures énergétiques, moderniser les systèmes de transport, et soutenir la réhabilitation des zones détruites par le conflit. En même temps, un accord extrêmement favorable à la Russie ou un retrait

brutal de la présence américaine pourraient faire peser de sérieux risques pour la sécurité et la stabilité de ces pays. Parallèlement, une éventuelle accélération de la procédure d'adhésion de l'Ukraine à l'UE dans le cadre d'un potentiel règlement du conflit aurait sans doute des effets sur le traitement de la candidature moldave simultanée, mais cette accélération est soumise à de nombreux aléas politiques.

Face à ces défis, la Moldavie et la Roumanie tentent de renforcer leur coopération. La Moldavie, bien que neutre, voit en Bucarest un allié essentiel pour sécuriser son avenir européen. De son côté, la Roumanie s'efforce de maintenir un équilibre entre ses engagements envers l'Ukraine, ses propres intérêts géopolitiques, et les dynamiques internes liées aux élections. Ainsi, les mois à venir seront décisifs. Entre l'élection présidentielle en Roumanie, les pressions énergétiques sur la Transnistrie et les législatives en Moldavie, ainsi que l'évolution du conflit ukrainien, ces deux Etats-nations se trouvent à la croisée des chemins, entre défis immédiats et opportunités stratégiques.

• Conclusion. Entre résilience et réinvention régionale

La Roumanie et la Moldavie, se trouvent en 2025 confrontées à des trajectoires politiques et géopolitiques distinctes, façonnées par des dynamiques internes et des pressions externes. Pour la Roumanie, membre de l'Union européenne et de l'OTAN, l'enjeu principal réside dans la défense de son ancrage démocratique face à la montée des populismes, aux ingérences extérieures mais aussi aux défaillances de son propre système politique. En Moldavie, la quête de stabilité et de rapprochement accéléré avec l'UE se heurte aux défis posés par la guerre hybride menée par Moscou et les fragilités économiques exacerbées par les tensions énergétiques.

¹⁸ Nouveau venu sur l'échiquier politique, le bloc « Alternativa » regroupe le maire de la capitale Ion Ceban, l'ancien candidat soutenu par les socialistes à la présidentielle Alexandru Stănişoară, l'ancien Premier ministre Ion Chicu et l'ancien député Mark Tkaciuc.

¹⁹ La crise gazière était anticipable depuis plusieurs mois : voir par exemple https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2024/05/PB_240516_Moldavie_Transnistrie_Parmentier_FR.pdf

La guerre en Ukraine a non seulement redéfini les alliances stratégiques, mais aussi renforcé les aspirations européennes de Chişinau tout en accentuant les vulnérabilités des États situés aux marges de l'Union européenne. Les réponses de Bucarest et Chişinau, qu'il s'agisse de coopérations bilatérales, d'efforts pour contrer la désinformation²⁰ ou d'initiatives pour contribuer à la reconstruction ukrainienne, témoignent d'une volonté commune de résilience face aux défis.

Alors que 2025 s'annonce comme une année charnière pour le Sud-Est européen, la Roumanie a le choix de suivre soit l'exemple polonais, soit le hongrois, en d'autres termes celui d'un réarmement européen ou celui d'une politique plus souverainiste et critique envers les institutions bruxelloises. Dans le même temps, la Moldavie devra faire face à une pression russe renforcée en cas de paix imposée par Trump à l'Ukraine, qui ne manquerait pas d'avoir des effets collatéraux importants. Une telle issue aurait des répercussions significatives, non seulement sur la stabilité régionale, mais aussi sur les dynamiques internes de la Moldavie, où les tensions politiques et sociales pourraient s'exacerber.

20 https://www.sciencespo.fr/api/portal/uploads/Disinformation_and_Democracy_answering_the_Youth_b53de3a91c.pdf

Directeur de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Mise en pages : Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken

18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu

T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101104850 – IJD 2025.